Regroupement Information Logement

Rapport annuel 2018-2019

1945 rue Mullins. Bureau 110

Montréal. QC. H3K 1N9

Téléphone : 514 932 7742

Télécopier : 514 932 0148

Courriel : psc@rilsocam.org

Table des matières

Mot du président et de la direction ……3

1- Vie Associative....4

2- Éducation populaire 11

3- Soutien aux locataires....14

4- Soutien à la location....16

5- Soutien communautaire à la Maison de chambres 18

6- Mobilisation sociale et actions collectives....24

7- Concertation et action locale 30

8- Représentation politique....34

9- Développement du logement social....35

10- États financiers....37

11- Perspectives de travail 38

Mot du président et de la direction

C'est avec fierté que nous vous présentons le rapport annuel 2018-2019. Ce fut une année de maintien de nos demandes, notamment pour la constitution d'une réserve locale de terrains pour des futurs projets 100% logement communautaire. Notre objectif est de rééquilibrer la part du logement social dans le quartier qui ne cesse de chuter drastiquement à cause de la construction massive de condominiums.

La Ville de Montréal s'apprête à déposer un règlement sur l'offre de logement social. Tout laisse présager que le développement du logement social sera remis davantage à la remorque du secteur privé, ce qui ouvre grandement la porte à plus de désinvestissement public dans ce secteur. En effet, les élections provinciales d'octobre 2018 ont ramené un nouveau gouvernement qui n'a annoncé aucune programmation de logement social dans son premier budget, seulement une somme dédiée à livrer les unités déjà programmées par ses prédécesseurs. C'est une première depuis la mise en place du programme AccèsLogis en 1997, le seul programme qui permet le développement du logement social au Québec. Par ailleurs, le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal ont conclu une entente officialisant le transfert des responsabilités et des budgets relatifs à l'habitation à la Ville. En fait, il s'agit d'une entente sur des pourcentages dans les prochains budgets sur lesquels la Ville n'a aucun contrôle. De plus, les budgets transmis jusqu'à présent sont insuffisants pour répondre au gigantisme des besoins qui se combinent cette année à une pénurie de logement à Montréal, où le marché locatif a passé bien en deçà de son taux d'équilibre établi à 3%.

Le gouvernement fédéral, quant à lui, tarde toujours à investir les sommes prévues dans la Stratégie nationale sur le logement adopté en 2017. Il a plutôt misé sur l'accès à la propriété dans son dernier budget précédant les élections de cet automne.

D'un autre côté, l'aboutissement du projet Complexe Nord, qui inclut des logements communautaires et des locaux pour les groupes du quartier sur le Canal de Lachine nous confirme une fois de plus que l'implication et la mobilisation citoyennes sont toujours

capables de changer la donne en faveur d'un développement favorable aux demandes des communautés locales. Notre force réside dans notre capacité à nous mobiliser collectivement pour infléchir les processus d'exclusion sociale.

La conjoncture nous oblige à demeurer vigilant.e.s devant l'érosion de nos acquis. Elle nous interpelle à multiplier nos représentations à tous les niveaux pour inscrire le logement social dans l'agenda des acteur.ices politiques en tant qu'alternative au marché privé et non pas comme on le considère actuellement : solution de dernier recours. Les élections fédérales de cet automne présentent une occasion pour aller chercher des engagements clairs et précis pour que les sommes de la Stratégie nationale sur le logement soient utilisées en priorité pour répondre aux besoins les plus criants en logement.

Au nom du Conseil d'administration, je vous remercie pour votre engagement et votre mobilisation exceptionnelle. Je remercie tou.te.s nos partenaires et l'équipe du travail pour son dévouement et je vous souhaite une bonne lecture.

Stéphane Lampron
Président

Murielle Sauvé
Directrice

Remarque

L'assemblée extraordinaire du Regroupement Information Logement du 26 novembre 2018 a statué pour le changement de l'année financière de l'organisme de manière à ce qu'elle couvre l'exercice annuel inclus entre le 1er avril et le 31 mars de l'année suivante. À cette effet, le présent rapport annuel couvre spécialement l'exercice des 10 derniers mois inclus entre 1er juin 2018 et le 31 mars 2019.

1- Vie Associative

Conseil d'administration

Le conseil d'administration (CA) du Regroupement Information Logement est composé de 5 citoyen.ne.s du quartier plus la directrice générale. Il a été élu par les membres de l'organisme lors de l'assemblée générale annuelle qui s'est tenue le **24 septembre 2018** en présence de **97 participant.e.s**

Le membre du CA

Stéphane Lampron
Président

Paula Parent
Vice-Présidente

Jacques Coupin
Trésorier

Innocent Sena
Secrétaire

David Kosowoj
Administrateur

Murielle Sauvé
Directrice générale

Implication bénévole des membres du conseil d'administration

Cette année, le conseil d'administration a tenu 8 rencontres régulières, en plus de son implication dans la représentation de l'organisme auprès des instances politiques, les comités et assemblées locales ainsi que dans les instances de concertations locales et nationales.

Cette année, l'implication du CA a totalisé 305 heures de bénévolat réparties comme suit :

- 126 heures pour la gouvernance de l'organisme ;
- 179 heures pour les relations et les représentations extérieures.

Défis du Conseil d'administration

Le CA du Regroupement Information Logement s'est concentré cette année sur le dossier du déménagement au nouveau local dans l'OBNL Complexe Nord. La relocalisation de l'organisme fut confirmée, compte tenu de l'obligation de quitter le local actuel appartenant à la Commission scolaire de Montréal qui prévoit le reprendre définitivement à la fin du bail.

Le développement d'un nouveau site web reflétant la vraie image de l'organisme est un autre dossier qui préoccupe le CA et l'équipe de travail. De nouveaux appels d'offre pour le développement d'un site web ont été lancés cette année, mais les propositions reçues dépassaient la capacité de l'organisme qui souffre encore une fois de la diminution de ses revenus provenant de la Société d'habitation du Québec (SHQ). Ce financement est assujetti au nombre de nouveaux logements sociaux réalisés. Vu le ralentissement du développement du logement social, l'organisme a subi une diminution de 43% de son enveloppe entre 2017 et 2019.

L'urgence du déménagement a incité le CA à prioriser le dossier de la relocalisation et par conséquent d'y dégager les budgets subséquents. Ainsi, le développement d'un site web a été reporté dans les priorités de l'année 2019-2020.

Équipe de travail

Murielle Sauvé
Directrice générale

Lucie Têtu
Réceptionniste

Réal Gagné
Intervenant en soutien communautaire

Hassan El Asri
Organisateur communautaire

Sébastien Laliberté
Organisateur communautaire

Arnaud Chauvet
Stagiaire

Elizabeth Pouliot
Stagiaire

Cette année nous avons consolidé notre équipe par deux stagiaires :

- Elizabeth Pouliot, étudiante en droit à l'Université du Québec à Montréal. Le mandat de son stage a porté sur le service aux locataires, l'élaboration des outils d'éducation populaire dédiés à la défense des droits des locataires et la réalisation des activités de mobilisation pour la marche du FRAPRU « De villes en villages pour le droit au logement » ;
- Arnaud Chauvet, étudiant en aménagement à l'Université du Québec à Montréal. Le mandat de son stage a porté sur l'élaboration d'une étude sur le portrait de l'habitation à Pointe-Saint-Charles.

Membership

Le Regroupement Information Logement compte 696 membres. Les membres requérant.es qui sont en attente d'un logement social constituent 94% de l'ensemble des membres de l'organisme, tandis que les membres sympathisant.e.s qui militent pour le droit au logement sans être en attente d'un logement social forment 6%. Les femmes occupent une place prépondérante dans le membership du Regroupement Information Logement. Elles représentent 60% de ses membres.

Portrait des membres

Sexe	Requérant.e.s	Sympathisant.e.s	Total	Taux
Hommes	263	18	281	40%
Femmes	388	27	415	60%
Total	651	45	696	100%
Taux	94%	6%		

Langue de communication des membres

Langue	Nombre	Taux
Français	467	67%
Anglais	75	11%
Bilingue	154	22%
Total	**696**	100%

Le Projet Saint-Charles

Les membres requérant.es en attente d'un logement social à Pointe-Saint-Charles forment la liste d'attente du Projet Saint-Charles qui constitue un axe de travail de l'organisme. Cet axe consiste à mobiliser la communauté locale pour faire la promotion de nouveaux projets de logement social dans le quartier.

La liste du Projet St-Charles regroupe **651** ménages composés de **1387** personnes.

Cette année, nous avons tenu deux assemblées de membres requérant.es qui ont respectivement porté sur les thèmes suivants :

Assemblée	Date	Thème	Nombre de participant.e.s
1	26 novembre 2018	Les évictions et les reprises de logement	74
2	25 février 2019	Gentrification et habitation à Pointe-Saint- Charles	67

Portrait des membres requérant.e.s

Lieu de résidence des requérant.e.s		
Lieu	Requérants	Taux
Pointe-Saint-Charles	524	75%
Ailleurs à Montréal	126	18%
Adresse inconnue	1	0%
Total	**651**	94%

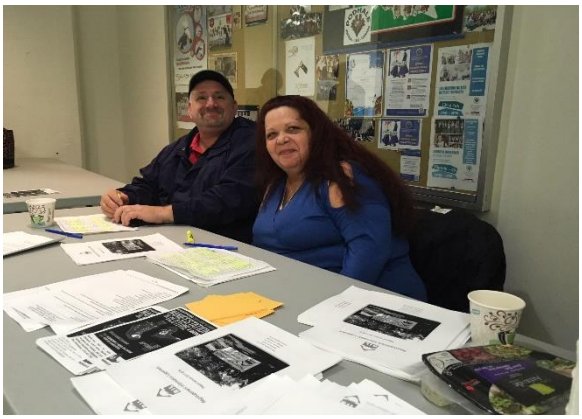
Âge des membres requérant.e.s				
Âge	Hommes	Femmes	Total	Taux
moins de 25 ans	8	24	32	5%
25 ans à 44 ans	84	154	238	37%
45 ans à 64 ans	127	155	282	43%
65 ans et plus	44	55	99	15%
Total	263	388	651	100%
Âge moyen des membres requérant.es : 49 ans				
Revenu annuel moyen des ménages requérants : **16 810** $				

Les demandes

Logements demandés par les membres requérant.e.s		
Type de logement	Nombre	Taux
OBNL seulement	132	20%
Coop seulement	47	7%
OBNL ou coop	472	73%
Total	**651**	100%

Activités et participation citoyenne

L'implication citoyenne au sein de notre organisme a fortement évolué cette année, notamment grâce à l'accroissement du militantisme de nos membres et à la grande popularité de nos activités préparatoires à la Grande Marche du FRAPRU « De villes en villages pour le droit au logement ». Cette année, la participation de nos membres a totalisé **3365,5** heures de bénévolat soit une augmentation de 70.5% par rapport à l'année passée.



Bénévoles à la réception des participants

- 237 participant.es aux différentes assemblées de l'organisme ;
- 112 participant.es aux présentations, discussions et les ateliers animés par notre organisme ;
- 249 participant.es aux manifestations auxquelles nous avons pris part ;
- 142 participant.es à nos ateliers de formation et d'inscription pour un logement social ;
- 31 participant.es aux réunions du conseil de l'arrondissement, conférence de presse et aux instances de concertation où nous siégeons ;
- 86 participant.es aux clubs de marche et au activités liées à la Grande Marche du FRAPRU ;
- 18 téléphonistes ont participé à la mobilisation et à l'invitation aux activités de notre organisme ;
- 21 bénévoles ont participé à l'organisation de nos activités (collations, salles des réunions, etc.) ;
- 3 bénévoles ont assuré les traductions chuchotées en anglais ;
- Une personne a assuré le service de garde des enfants.

2- Éducation populaire

Ateliers sur le logement social et communautaire

Nos ateliers d'inscriptions à la liste du Projet Saint-Charles constituent une porte d'entrée à notre organisme. Ainsi, ils sont conçus de manières à intégrer les nouveaux.elles membres à travers un survol du fonctionnement du logement social et communautaire ainsi que du rôle de la mobilisation collective dans le maintien de ces logements et dans le développement de nouveaux projets. Les participant.es sont invité.es et encouragé.es à s'investir pleinement dans l'organisme.

Cette année nous avons organisé 7 ateliers d'information et d'intégration pour un total de :

- 142 participant.es ;
- 92 nouvelles inscriptions.

Portrait des nouvelles inscriptions		
Sexe	Nombre	Taux
Hommes	39	42%
Femmes	53	58%
Total	92	100%

Gentrification de Pointe-Saint-Charles

Le quartier Pointe-Saint-Charles subit de plein fouet les conséquences de l'expansion d'un marché immobilier axé sur le développement des condominiums et animé par l'accès à la propriété. La multiplication des condominiums entraine la hausse de la valeur foncière dans le quartier et, par conséquent, l'augmentation de la taxe foncière qui s'y rattache. Le tout se reflète sur les prix des loyers qui ne sont plus abordables pour les locataires à faible et modeste revenu. Les commerces de proximité subissent aussi cette pression et se trouvent obligés de quitter en faveur d'une nouvelle offre commerciale destinée à une clientèle ayant un pouvoir d'achat plus élevé. La gentrification perturbe la structure

populationnelle du quartier et impose une substitution de la population à faible et modeste revenu du quartier par une nouvelle population à un pouvoir d'achat plus élevé. Le déplacement de la population locale s'effectue de deux manières :

- Déplacement direct qui résulte de l'érosion du parc locatif abordable du quartier suite aux évictions, aux reprises et aux conversions des logements en condominiums ;
- Déplacement indirect qui résulte notamment de l'augmentation des loyers dans le quartier.

En collaboration avec Action Gardien : CDC de Pointe-Saint-Charles nous avons réalisé cette année une étude sur l'habitation dans le quartier. L'objectif était de dresser un portrait de l'habitation dans le quartier et de mettre en lumière la vulnérabilité des ménages locataires. Les constats généraux de cette étude se résument comme suit :

- Forte augmentation du nombre de personnes à haut revenu. Au cours des 10 dernières années, le taux des personnes ayant un revenu de 60 000$ ou plus a augmenté de 267% ;
- Le revenu médian des ménages propriétaires est de 86 463$. Tandis que Le revenu médian des ménages locataires est de 35 240$. On enregistre un écart de revenu de 51 223$ entre les ménages propriétaires et les ménages locataires ;
- 25% des logements du quartier sont des condominiums, soit une augmentation de 70,5% depuis 2011 ;
- Entre 2011 et 2016, les constructions de 5 étages ont augmenté de 110,8% confirmant la forte densification du quartier ;
- Le parc locatif du quartier a diminué de 4,9% entre 20111-2016 tandis que le nombre des logements possédés a augmenté de 31,8% ;
- Conversion de 254 logements en condominiums entre 2011 et 2016. Derrière ces conversions se cachent des histoires d'évictions, reprise abusive de logements, harcèlement et augmentations abusives et successives de loyers ;
- Le loyer moyen dans le quartier a augmenté de 41,5% au cours des 10 dernières années ;
- 1520 ménages locataires du quartier payent plus de 30% de leur revenu pour se loger et ce, au-delà de ce que le Canada considère comme un taux d'effort limite,

- Diminution de la part des logements sociaux dans le quartier 4% entre 1996 et 2017. Avec les projets résidentiels en cours, cette diminution atteindra 7,7% d'ici la prochaine année.

Le 10 décembre 2018, en collaboration avec le FRAPRU et le POPIR Comité-logement nous avons organisé une conférence de presse conjointe pour dénoncer les effets de la gentrification de nos quartiers et pour interpeler les pouvoir publics à agir rapidement sur la situation.

Le 27 mars 2018, nous avons animé une soirée de vulgarisation et de discussion des résultats de notre étude au sujet de l'habitation à Pointe-Saint-Charles en présence de 60 participant.es.

Conférence de presse

3- Soutien aux locataires

La défense des droits des locataires est un axe de travail prioritaire de notre organisme. Le RIL assure un service d'information et de soutien gratuit pour les locataires de Pointe-Saint-Charles et des quartiers limitrophes aux prises avec un problème de logement.

Les locataires peuvent nous contacter par téléphone ou en personne à notre local pour se renseigner sur leurs droits et leurs obligations :

- Mardi et jeudi après-midi sans rendez-vous ;
- Avec rendez-vous les autres journées.

Cette année nous avons répondu à plus de 1000 appels et avons reçu directement dans notre bureau plus de 140 locataires pour des questions portant sur : l'insalubrité, l'éviction, la reprise de logement ainsi que les augmentations abusives de loyer. Ces personnes ont reçu écoute, information et soutien.

Atelier au Comité d'aide aux réfugiés

La Maison Saint-Columba organise en collaboration avec l'organisme Action Réfugiés Montréal une rencontre mensuelle de solidarité avec les réfugié.e.s et les demandeur.ses d'asile. Chaque mois, il y a une thématique différente. Le dimanche 24 février, un organisateur du RIL a été invité à faire une présentation portant sur les droits et obligations des locataires. Nous savons que certain.e.s propriétaires profitent de la vulnérabilité des personnes en demande d'asile et abusent de la situation. La plupart des personnes présentes étaient surprises d'apprendre qu'elles avaient des droits qu'elles pouvaient faire valoir. Elles sont sorties de l'atelier bien outillées pour défendre leurs droits.

Démarche sur l'insalubrité

Pointe-Saint-Charles étant un des quartiers les plus anciens de Montréal, il n'est pas étonnant de constater que les problèmes liés à la salubrité et l'entretien du parc de logement locatif sont nombreux. Les ménages locataires à faible et modeste revenu sont souvent contraints d'occuper des logements en mauvais état, faute de moyens pour

mieux se loger. Lors de son AGA de septembre 2018, les membres du RIL ont voté dans le plan d'action l'élaboration d'une stratégie de lutte à l'insalubrité des logements.

Ceci étant dit, nous avons participé aux 3 rencontres de la Table « SALUBRITÉ » Sud-Ouest initié par le CIUSSS Centre-Sud. Cette table regroupe des organismes des 4 quartiers de l'arrondissement Le Sud-Ouest. C'est lors de ces rencontres qu'il fut décidé de créer un comité pour travailler spécifiquement sur Pointe-Saint-Charles. Nous avons établi un partenariat avec des organismes du quartier afin de développer une stratégie plus efficace pour traiter le problème. Un comité de lutte à l'insalubrité a été mis en place. Les organismes qui y contribuent conjointement au RIL sont Travail de rue et action communautaire (TRAC) ainsi que la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles. Le RIL a assuré :

- La coordination des réunions du comité ;
- La liaison avec les partenaires institutionnels (Service de l'habitation Ville-centre, arrondissement Sud-ouest, etc.) ;
- Un soutien aux locataires en individuel et collectif en fournissant des conseils légaux et un soutien aux demandes ;
- La mobilisation des locataires pour des démarches collectives ;
- Le lien avec les autres comités logements de Montréal.

Le Service de l'habitation de la Ville de Montréal a organisé des opérations «blitz» dans des immeubles insalubres du quartier. Il s'agit de visites d'inspection pour constater l'état des logements pour ensuite inviter les propriétaires à apporter les correctifs afin de remettre les immeubles aux normes. Le RIL a participé à une rencontre organisée par les Comités logement de Montréal membres du RCLALQ, à laquelle prenaient part deux responsables du service de l'Habitation de Montréal venues nous présenter en détails ces opérations.

Par la suite, les membres du Comité de lutte à l'insalubrité de Pointe-Saint-Charles ont participé à une rencontre d'information en préparation à ces visites. Cette rencontre a également permis de clarifier les rôles des intervenant.es réuni.es autour de la table et de créer un réseautage efficace.

Le Comité de lutte à l'insalubrité s'est réuni trois fois depuis sa création en octobre 2018. Cette initiative aura permis d'identifier les immeubles problématiques du quartier qui, pour la plupart, sont des maisons de chambres. Le RIL a soutenu des locataires vivant en chambres en les informant de leurs droits et en leur expliquant les démarches à entreprendre. Les pressions exercées sur deux propriétaires ont incité ces derniers à effectuer des travaux de mise à niveau, ce qui a amélioré les conditions de logement dans ces immeubles.

De plus, le RIL est intervenu pour soutenir une famille qui devait évacuer d'urgence un logement devenu impropre à l'habitation et dont l'état constituait une menace pour les personnes qui y vivaient. Notre intervention aura permis au ménage de se reloger rapidement dans un logement HLM dans Le Sud-Ouest.

4- Soutien à la location

Ce volet de travail nous permet de lier l'offre et la demande des logements sociaux dans le quartier. Ainsi, les requérant.e.s du Projet Saint-Charles peuvent accéder à des logements sociaux grâce à notre liste d'attente et grâce à nos ententes avec les Coop et les OBNL d'habitation du quartier

Le Regroupement Information Logement siège au Conseil d'administration de six OBNL d'habitation :

- OBNL d'habitation Salaberry-Grenet ;
- OBNL d'habitation Christophe Colombe ;
- OBNL d'habitation Place Première ;
- OBNL d'habitation Ropery-Shearer ;
- OBNL d'habitation Abri ;
- OBNL d'habitation Complexe Nord.

Le soutien à la location est offert sous deux formes :

- **Soutien direct** : Fournir la liste et accompagner les projets d'habitation communautaire dans le processus de sélection selon les ententes de collaboration ;

- **Soutien indirect** : Fournir la liste sans participer au processus de sélection.

Cette année, ce travail nous a permis de soutenir l'attribution de **24** logements de la manière suivante :

Compilation du soutien à la location

Soutien direct à la location

Typologie	Loyer subventionné	Loyer plafond	Total typologie	Taux typologie	Taux par type de loyer	
					Subventionné	Plafond
studio	4	0	4	44%	78%	22%
3 ½	2	2	4	44%		
4 ½	1	0	1	11%		
5 ½	0	0	0	0%		
6 ½	0	0	0	0%		
Grand total	7	2	**9**	100%		

Soutien indirect à la location

Typologie	Loyer subventionné	Loyer plafond	Total typologie	Taux typologie	Taux par type de loyer	
					Subventionné	Plafond
studio	0	0	0	0%	87%	13%
3 ½	8	1	9	60%		
4 ½	2	1	3	20%		
5 ½	3	0	3	20%		
6 ½	0	0	0	0%		
Grand total	13	2	**15**	100%		

Témoignages

Avant, il nous était difficile de payer le loyer et les factures à chaque fin de mois. Car, ma conjointe et moi avons un faible revenu. Nous étions obligés dans cette circonstance, de faire des coupures dans des choses essentielles afin de pouvoir respecter nos engagements. L'obtention d'un logement subventionné a changé notre vie car elle nous a permis de réduire le niveau de stress, pour faire place à l'épanouissement de toute la famille, surtout pour mes enfants : Karim & Rayan. De plus, elle nous a permis d'avoir une augmentation de notre budget mensuel. Cette augmentation a été un complément pour le paiement des factures. Et bénéfique pour mes deux enfants, car j'ai pu les inscrire à des activités récréatives. Le plus grand Karim va à son sport de soccer et le plus petit Rayan à des cours de natation.

Kassoum Cissouko

5- Soutien communautaire à la Maison de chambres

La maison de chambres est située au cœur de Pointe-Saint-Charles. C'est une propriété de la Société d'amélioration de Pointe-Saint-Charles (SOCAM). Elle contient 50 chambres. Elle attire principalement une population vulnérable, mais elle est aussi un lieu de transition pour les nouveaux.elles arrivant.e.s et celle.ux qui vivent une nouvelle étape dans leur vie.

Depuis avril 2009, le RIL a mis en place un programme de soutien communautaire avec le soutien financier de l'Agence de la Santé et des Services Sociaux. Une salle communautaire a été aménagée à l'intérieur de cette maison de chambres. Les locataires peuvent s'y réunir pour faire des activités de groupe, organiser des sorties et travailler ensemble pour améliorer leurs conditions de vie. Un intervenant en soutien communautaire est présent trois jours par semaine pour faciliter la socialisation, le bon

voisinage et le soutien aux locataires. Un comité des résident.es a été mis en place pour jouer un rôle consultatif dans la mise en place des projets ainsi que pour susciter la mobilisation des résident.e.s.

Au cours des dix derniers mois, nous avons continué de constater une amélioration de la stabilité résidentielle des locataires, avec une diminution du taux de roulement ainsi que du nombre d'expulsions par la Régie du logement et/ou de retours à l'itinérance. Seulement une locataire est retournée à la rue, comparativement à la moyenne de quatre pour les quatre années précédentes. La durée moyenne de séjour est maintenant de 4.8 ans comparativement à 4,4 pour l'année précédente. La durée médiane de séjour est passée de 2,5 ans à 3,3 ans. Quatre ans auparavant, la durée de séjour médiane était de 1,1 ans. Ces données indiquent, encore cette année, une nette amélioration de la stabilité résidentielle.

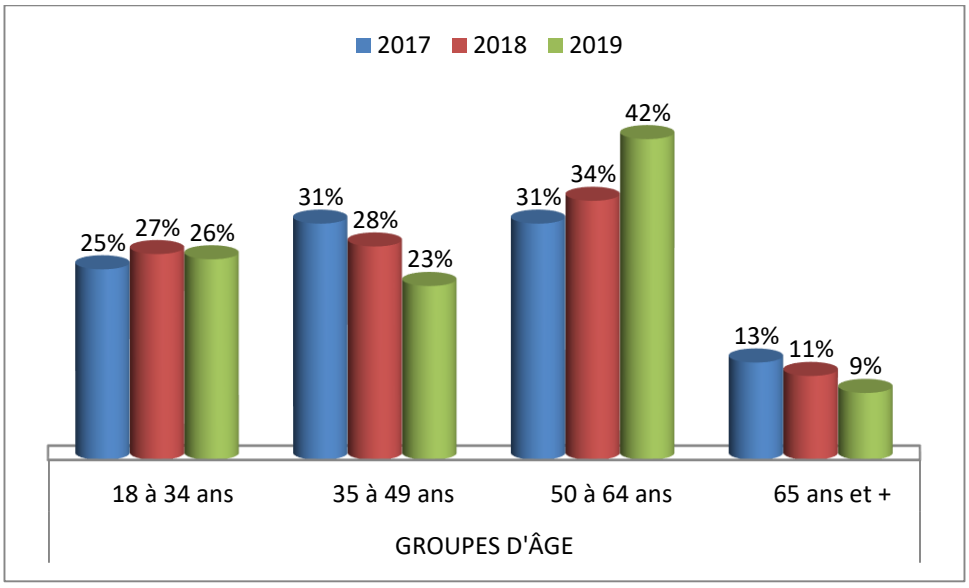
Cependant, malgré ces chiffres encourageants, nous devons nous questionner sur les raisons qui poussent les locataires de la Maison de chambres à y demeurer. Ne serait-ce pas aussi en partie à cause de la pénurie des loyers qui sévit depuis quelques années ou du coût de logement à Pointe-Saint-Charles qui ne cesse d'augmenter ! Certains locataires n'ont d'autre choix que d'habiter en chambres. C'est pourquoi des efforts continuent d'être faits pour améliorer les services offerts aux résident.e.s et ainsi améliorer leur qualité de vie, tout en les invitant à s'inscrire sur la liste du Projet Saint-Charles pour un logement social.

Portrait global des locataires

La maison de chambres est habitée principalement par des hommes. Les femmes représentent 19% des locataires, ce qui représente quand même une augmentation par rapport aux années précédentes (10% en 2016, 15% en 2017 et 16% en 2018).

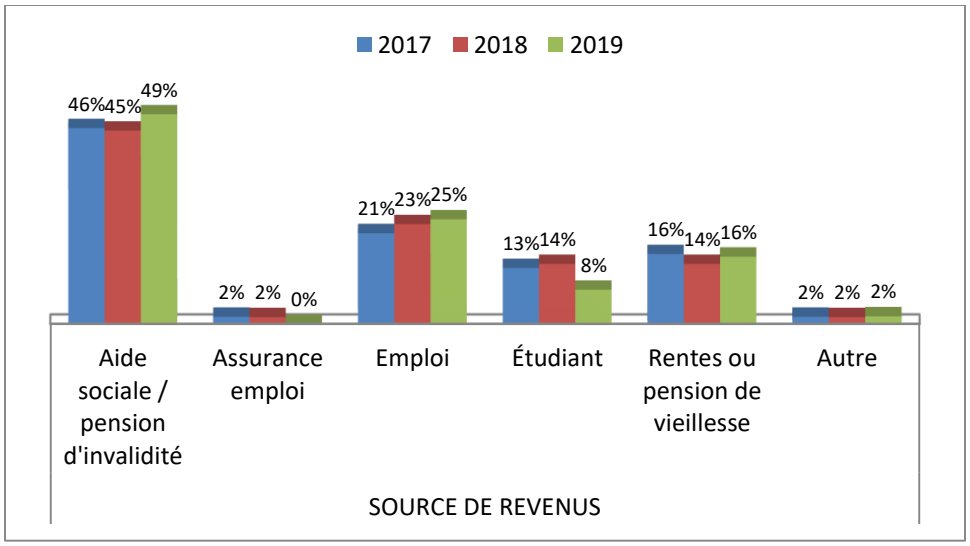
La moyenne d'âge est de 50 ans, ce qui aussi représente une augmentation. La répartition des locataires selon le groupe d'âge change graduellement. Au cours des trois dernières années, nous avons vu une diminution de 8% du groupe 35-49 ans et de 4% du groupe des 65 ans et plus, alors que nous avons observé une augmentation marquée de 11% du groupe de 50-64 ans. (Voir **Tableau 1**)

Tableau 1 – Répartition des locataires par groupes d'âges
(comparaison entre 2017, 2018 et 2019)



Nous notons aussi quelques changements au niveau de la répartition des locataires selon leur source de revenu. Le nombre de locataires ayant un emploi et celle.ux recevant des prestations gouvernementales d'aide de dernier recours sont en augmentation, alors que le nombre d'étudiant.es est en baisse et celle.ux recevant une pension de vieillesse est stable. (Voir **Tableau 2**)

Tableau 2 – Répartition des locataires selon leur source de revenu
(comparaison entre 2017, 2018 et 2019)



Types d'interventions communautaires

Atelier de cuisine collective

Jardin collectif

La salle communautaire sert de lieu de rencontre pour quiconque désire socialiser ou qui est à la recherche de ressources ou de soutien. C'est un lieu où, trois jours par semaine, les locataires peuvent aller demander de l'information relative au logement, aux ressources du quartier ou encore pour des démarches plus personnalisées, telles qu'un retour aux études ou une recherche d'emploi. Cette salle ainsi que la cour arrière, pendant la saison estivale, sont également des espaces communautaires où les locataires peuvent se rencontrer, discuter et planifier des activités sociales. Grâce à ces rencontres, des locataires ont pu ainsi créer des liens, briser leur isolement et développer diverses habiletés qui leur permettent d'améliorer leur qualité de vie. Au cours des dix derniers mois, il y a eu un total de 1654 suivis communautaires. La grande majorité de ces rencontres, en moyenne 15 à 20 par semaine, sont des rencontres de socialisation. Il y a eu 269 participations aux activités communautaires incluant des repas communautaires, des sorties, l'entretien du jardin collectif et des réunions du comité des résident.es. (Voir **Tableau 3**)

Synthèse des activités communautaires de 2017-2018

Activités	Nombre	Total de Participations
Rencontres de planification des activités et suivis	4	22
Atelier de cuisine collective	1	8
Repas à la Maison Saint Columba	2	22
Jardin collectif	Été 2017	30
Repas communautaires à la Maison de chambres	5	78
Assemblées locales	4	12
Activités dans le quartier	2	13
Dîner de Noel	1	20
Distributions d'aliments	13	64
Grand total	**33**	**269**

Témoignages

Voilà déjà quatre ans que j'habite la Maison de chambres sur la rue Centre. Auparavant je devais habiter une maison de chambres avec de la vermine et des punaises de lit. J'étais aussi désespéré à cause des mauvais voisins. C'est lors d'une réunion du RIL que j'ai entendu parler de la Maison de chambres appartenant à la SOCAM. J'ai pu y trouver un milieu de vie tranquille beaucoup mieux adapté à ma situation. J'ai de bons voisins qui se respectent et s'entraident. Quand des problèmes surviennent, je peux en parler avec l'intervenant. La salle et les activités communautaires permettent de briser l'isolement. J'ai pu m'impliquer dans le comité des résidents et quelques conseils d'administration de groupes communautaires du quartier. J'ai retrouvé le goût de vivre. Je me prépare maintenant pour déménager dans un logement adapté. Dans tout cela je suis grandement reconnaissant au RIL pour leurs bons services.

René

J'avais 26 ans à l'époque où j'ai aménagé à la Maison de chambres, il y a déjà huit ans de cela. Je vivais en appartement à Rosemont. J'ai voulu changer de quartier et c'est à ce moment que j'ai loué une chambre à Pointe-Saint-Charles. C'est avec le temps que je me suis habitué à un nouvel environnement beaucoup plus à l'étroit. Étant sur l'aide sociale, je n'avais pas vraiment le choix. Le prix des loyers est beaucoup trop élevé pour ma situation financière. J'ai aussi un diagnostic de schizotypique-paranoïde. Je considère mon séjour à la Maison de chambres comme bénéfique. J'ai appris à connaître des gens et le climat est tranquille et amical.

Marc

6- Mobilisation sociale et actions collectives

Le RIL est membre de deux regroupements nationaux qui luttent pour le droit au logement dans deux perspectives différentes mais complémentaires : une axée sur la défense des droits des locataires, l'autre axée sur la promotion du logement social.

Regroupement des comités logements et associations de locataires du Québec (RCLALQ)

Le Regroupement Information Logement a maintenu cette année son statut de membre de soutien au RCLALQ et nous avons :

- Collaboré pour l'organisation d'une soirée discussion sur les droits des locataires qui s'est tenue an mois de mars dans Pointe-Saint-Charles dans le cadre de la campagne « Espace en voie de disparition » ;
- Appuyé et soutenu la campagne revendiquant une réforme de la Régie du logement notamment en diffusant et en faisant signer la pétition.

Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Le Regroupement Information Logement est un membre participant au Front d'action populaire en réaménagement urbain.

Congrès

C'est l'instance décisionnelle qui traite des grandes orientations et des priorités de travail de l'année. Cette année, le congrès du FRAPRU s'est tenu à l'Université Laval à Québec du 1 au 3 juin 2018. La délégation de notre organisme a été composée de 4 représentants : deux membres de la permanence, un membre du conseil d'administration et un militant.

Délégation du RIL

Assemblées générales

Les AG du FRAPRU offrent un véritable espace pour la délibération et l'analyse collective de la conjoncture relative au droit au logement et surtout pour l'élaboration des plans d'action concertés pour la défense de ce droit. La délégation de notre organisme aux AG du FRAPRU se compose de membres de la permanence et du conseil d'administration de l'organisme. Nous avons participé, cette année, aux 3 assemblées générales qui ont eu lieu en octobre 2018 ainsi qu'en janvier et mars 2019.

Table des groupes de Montréal

Les Comités logement de Montréal membres du FRAPRU se réunissent pour échanger des informations sur différents enjeux locaux qui ne peuvent être traités au sein des instances nationales. Les groupes profitent de ce moment pour articuler des campagnes locales afin de faire pression sur l'administration municipale.

Cette année nous avons participé aux trois rencontres de la Table des groupes de Montréal.

De villes en village pour le droit au logement

La Marche « De Villes en villages pour le droit au logement » fut un projet très ambitieux du FRAPRU. Elle prévint la marche de tout le parcours reliant Ottawa et Québec dans le but de :

- Mettre en lumière les problèmes de logements des ménages locataires à faible et modeste revenu,
- Obtenir des engagements des deux paliers supérieurs de gouvernement.
- Renforcer la solidarité entre les individus et les organisations,

Les organismes membres du FRAPRU étaient invités à organiser des activités dans les mois précédant le départ de la Marche, afin de mobiliser et faire la promotion de ces objectifs.

Club de marche local

En prévision de la tenue de la Marche De villes en villages, nous avons organisé un club de marche dans le quartier pour nous préparer physiquement et mentalement. Le club de marche a réalisé cinq sorties durant l'été, toujours un mercredi en avant-midi. Le Club était animé par une étudiante embauchée pour un emploi d'été assistée par un stagiaire en Aménagement. Chaque sortie, auxquelles prenaient part une dizaine de personnes, avait une thématique particulière :

- Découverte des ressources et des organismes communautaires du quartier ;
- L'histoire de la population de la Pointe-Saint-Charles à travers ses lieux de culte ;
- Le Passé ouvrier de la Pointe à travers ses bâtiments industriels ;
- L'histoire du canal de Lachine ;
- La transformation urbaine.

Le club de marche s'est associé au Café Pronto de la Maison Saint-Columba qui organisait aussi des sorties dans le quartier. Chacune de ces sorties se sont terminées par un repas à l'organisme Partageons l'espoir qui organisait un BBQ communautaire.

Activités et actions collectives

À l'instar des groupes membres du FRAPRU, cette année nous avons concentré nos énergies sur la réussite de la Marche « De Villes en villages pour le droit au logement ». Le RIL a été particulièrement actif en organisant les activités suivantes :

- **16 mai 2018** : Présentation de la marche et de ses objectifs auprès des groupes du quartier lors de l'assemblée générale d'Action Gardien. 15 participant.e.s ;
- **12 juin 2018** : Atelier d'information sur la marche afin de recruter des marcheurs et marcheuses. 7 participant.e.s ;
- **20 juin 2018** : Manifestation/marche locale dans Pointe-Sainte-Charles pour promouvoir la marche de villes en villages et mettre en lumière les enjeux du logement propres au quartier. 50 participant.e.s ;
- **3 août 2018** : La marche de la Montagne à la Pointe. Marche de 10 kilomètres ayant comme point de départ le belvédère Camilien-Houde et point d'arrivée le

Bâtiment 7. 4 Comités logement de Montréal et le Centre des Femmes de Verdun ont pris part à l'événement. 27 participant.e.s ;

- **30 août 2018** : Kiosque d'information lors de l'épluchette de blé d'Inde de la rentrée du Carrefour d'éducation populaire pour promouvoir la marche et mobiliser pour les activités associées ;
- **6 septembre 2018** : Souper communautaire au Centre Lorne pour présenter la marche et les enjeux du logement en collaboration avec le Welfare Rights Committee, les Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne. 56 participant.e.s ;
- **13 novembre 2018** : Rencontre de bilan des activités liées à la Marche. 6 participant.e.s.

Le RIL était fièrement représenté par M. William Moore. Ce dernier a courageusement parcouru les quelques 525 km séparant Ottawa de Québec. Son enthousiasme et sa détermination ont eu un effet d'entrainement positif sur l'ensemble des marcheurs et marcheuses tout au long du parcours. En signe de reconnaissance pour son engagement pour le droit au logement, William s'est vu remettre une plaque commémorative des mains du président de notre conseil d'administration lors d'une assemblée du Projet Saint-Charles tenue le 26 novembre 2018.

William Moore

Le RIL a également participé aux trois moments phares suivants :

- **2 septembre 2018** : Départ de la marche à Ottawa avec manifestation de soutien. 5 participant.es ;
- **13 septembre 2018** : Passage Montréalais de la marche. Trajet de 14 kilomètres de quartier Parc-Extension à Saint-Henri. 8 participant.es ;
- **13 septembre 2018** : Manifestation dans le Sud-Ouest suite au passage montréalais. 75 participant.es ;

- **29 septembre 2018** : Manifestation de clôture de la marche à l'arrivée à Québec. 25 participant.es.

Les activités organisées avant et pendant la marche auront permis au RIL de renforcer ses liens de solidarité avec les autres organismes de Pointe-Saint-Charles, de relancer la mobilisation de ses membres, de mieux faire connaître les enjeux du logement social dans le quartier ainsi que de bien intégrer le nouvel organisateur communautaire.

Lutte pour la justice sociale.

Le RIL a répondu à l'appel à la mobilisation lancé par la *Coalition Main rouge* et la campagne *Engagez-Vous pour le communautaire.* Le 20 février 2018, Nous avons participé à la manifestation tenue à quelques jours de la journée mondiale de la justice sociale pour réclamer *un budget pour la justice et l'équité sociale*.

Manifestation à Pointe-Saint-Charles

Compilation des manifestations et actions collectives

Date	Actions collectives et manifestations	Nombre de participant.e.s
20 juin 2018	Marche du quartier pour promotion de la Marche : De villes en villages pour le droit au logement	50
2 septembre 2018	Manif Ottawa : lancement de la Marche de villes en villages pour le droit au logement	5
13 septembre 2018	Passage de la marche à Montréal - 14 KM	8
13 septembre 2018	Manifestation pour souligner le passage de la Marche à Montréal	75
29 septembre 2018	Manifestation de clôture de la Marche à Québec	25
22 novembre 2018	Manifestation à Québec pour souligner le premier anniversaire de la Stratégie canadienne sur le logement	10
7 février 2019	Manifestation à Montréal pour réclamer du logement social dans le budget de Québec. Suivi d'un dîner communautaire offert par le CPAS	20
20 février	Manifestation à Montréal dans le cadre de la campagne «Engagez-vous» pour le communautaire» pour réclamer un rehaussement du financement de l'action communautaire autonome	7
Grand total		**202**

7- Concertation et action locale

Action Gardien

Le RIL est un membre très actif d'Action Gardien, la Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles. Cette année nous avons participé à

- L'assemblée générale annuelle du 17 octobre 2018 ;
- Sept assemblées générales.

Comité Planification :

En novembre 2017, le gouvernement fédéral a adopté la Stratégie nationale sur le logement qui prévoit un investissement de 40 milliard de dollars sur 10 ans. Cette stratégie inclut un volet qui consiste à la mobilisation de 200 millions de dollars sous forme de terrains et bâtiments fédéraux excédentaires pour des fins de logement social et abordable. Aussitôt annoncé, nous avons considéré que ce mécanisme offrait une réelle opportunité pour le développement de nouveaux projets de logement social dans le quartier surtout que le fédéral dispose d'un immense terrain excédentaire dans Pointe-Saint-Charles. L'année passée, nous avons amené ce dossier à la concertation locale et nous avons focalisé nos énergies sur la vulgarisation du contenu de la Stratégie nationale sur le logement et sur l'appropriation collective de cette opportunité qui se présente à notre quartier caractérisé par la rareté des terrains vacants susceptibles d'accueillir des nouveaux projets de logement social. Cette année, au sein du comité Planification territoire, nous avons approfondi notre analyse collective de ce dossier qui a été inscrit dans une réflexion globale sur l'avenir de tout le secteur Bridge-Bonaventure qui inclut le terrain fédéral visé. La concertation locale s'est prononcée pour le transfert de ce terrain via la Stratégie nationale du logement pour le développement d'un milieu de vie axé sur les besoins en logements communautaires et infrastructures collectives. Le terrain visé 900 000 p^2 est de plus en plus présent dans l'actualité et attire l'attention des investisseurs et des prometteurs immobiliers qui sont très actifs au niveau du lobbying auprès des pouvoirs publics pour faire valoir leurs projets. Il y a quelques jours, le fonds d'investissement Claridge a annoncé son partenariat avec le prometteur immobilier Devimco pour le développement d'un méga projet immobilier sur ce terrain, dont 1/3 sera consacré pour un stade de baseball et les 2/3 pour un développement résidentiel de type

condominiums de luxe qui serviront à rentabiliser le projet et qui risquent de changer complétement la structure populationnelle de Pointe-Saint-Charles. Les derniers mois de cette année, nous avons focalisé nos énergies sur l'organisation d'une Opération populaire d'aménagement sur le secteur Bridge-Bonaventure : un exercice de réflexion collective sur l'avenir du secteur porté par les groupes communautaires du quartier qui se déroulera en parallèle avec les consultations publiques.

Cette année nous avons participé à :

- 9 rencontres du Comité planification territoire ;
- 8 rencontres du Comité Bridge-Bonaventure.

La campagne Espace En Voie de Disparition (EEVD)

Le RIL et la CDC Action-Gardien mènent conjointement la campagne : « Espaces en voie de disparition » pour documenter et lutter contre le processus de gentrification de Pointe-Saint-Charles. La campagne agit plus globalement dans le quartier et avec nos alliés de Montréal, pour :

- Valoriser le logement social ;
- Protéger le parc de logements locatifs et les droits des locataires ;
- Mettre un frein au développement axé uniquement sur les intérêts des promoteurs privés ;
- Intervenir en faveur d'une planification d'ensemble du quartier.

Le Comité s'est réuni à 8 reprises. Outre le RIL et Action Gardien, Madame Prend Congé, les Services juridiques communautaires et le CPAS sont les organismes du quartier qui contribuent à la campagne.

Les collaborations :

Au cours de l'année nous avons collaboré avec CURE (Concordia University Research Exchange) pour réaliser une étude sur les conversions de logement locatif en copropriété. Les étudiant.e.s de CURE ont enquêté sur les pratiques d'un promoteur particulièrement actif dans le quartier.

Les résultats de cette enquête démontrent clairement que les lois en vigueur permettent aux promoteurs de convertir des logements locatifs en copropriété, bien souvent illégalement. Parmi les stratagèmes souvent mis de l'avant par les promoteurs pour sortir les locataires, on retrouve l'avis d'éviction pour « agrandissement ou changement d'affectation » et « l'offre d'achat » du bail.

Les solutions identifiées pour freiner le phénomène des «rénovictions» sont :

1- Rendre conditionnel l'octroi des permis de construction à une entente sur le maintien de la tenure locative du logement ;
2- Imposer des réserves foncières sur les propriétés menacées afin de freiner les conversions illégales ;
3- Créer une nouvelle catégorie de zonage selon la tenure locative.

Une seconde enquête a été réalisé par CURE dans le quartier afin de mettre en lumière la trajectoire des personnes évincées de leur logement par des promoteurs spéculateurs. Pour cette seconde phase, deux groupes de locataires ont été rencontrés dans le but de recueillir leurs témoignages. Les témoignages seront documentés et un portrait des effets de la gentrification sur ces personnes sera livré à l'automne 2019.

Le comité EEVD a également collaboré avec l'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS) pour la rédaction d'un article intitulé « Spéculation immobilière et accès au logement : Trois propositions pour Montréal » publié le 22 janvier 2019. L'article propose une analyse de la frénésie immobilière qui touche les grands centres urbains et dont Pointe-Saint-Charles fait présentement l'objet. La compilation, faite par le RIL, des données concernant l'émission des permis de rénovation et les transformations de logement locatifs en copropriété a été mise à contribution pour l'élaboration de cette recherche.

Le 14 mars 2019, une discussion autour de la justice aux locataires a été organisée en collaboration avec les Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles-Petite-Bourgogne et le Regroupement des comités logements et associations de locataires du Québec (RCLALQ). 35 personnes étaient présentes pour prendre connaissance des résultats de l'étude de CURE sur les conversions de logement dans le

quartier ainsi que des revendications du RCLALQ pour améliorer l'accès à la justice pour les locataires.

Le comité EEVD a organisé, le 27 mars 2019, une assemblée publique sur la transformation du quartier et les tendances actuelles en habitation. 60 personnes ont assisté à cette présentation qui a été suivie par une discussion. Plusieurs patrticipant.e.s en ont profité pour témoigner des différentes réalités vécues dans ce qui a été identifié comme étant une « gentrification invasive » ayant des impacts négatifs pour Pointe-Saint-Charles et ses résident.e.s. L'événement s'est tenu au Bâtiment 7, ce qui a permis de rejoindre des nouveaux participant.es et tisser de nouveaux liens de solidarité.

Pour en connaître davantage sur la campagne EEVD visitez le site internet à l'adresse suivante : www.espacesendisparition.org

Présentation de l'étude : Habitation à Pointe Saint Charles

Bâtir son Quartier

Bâtir son quartier est le groupe de ressources techniques (GRT) qui accompagne le développement des projets d'habitation et d'immobilier communautaire à Pointe-Saint-Charles. Le RIL travaille en étroite collaboration avec le GRT. Deux membres de l'équipe siègent au CA de Bâtir son quartier à titre de représentant.es du secteur de Pointe-Saint-Charles. Cette année nous avons participé à :

- Une assemblée de secteur ;
- 8 rencontres du conseil d'administration de Bâtir son quartier.

Gérer son quartier

Gérer son quartier est un organisme qui offre une ressource communautaire en gestion immobilière dans les quartiers qui en manquent. À l'instar du GRT, le RIL est représenté par deux membres de sa permanence au CA de Gérer son quartier. Cette année nous avons participé à :

- 7 rencontres du conseil d'administration de l'organisme.

8- Représentation politique

En plus de notre travail de concertation et notre présence dans les regroupements nationaux, nous veillons à acheminer les demandes de nos membres aux acteur.ices politiques et aux instances administratives.

27 juin 2018 : Rencontre avec les service d'inspection de l'arrondissement Le Sud-Ouest pour dresser le portrait de l'insalubrité des logements à Pointe Saint Charles et pour développer un partenariat d'intervention ;

25 septembre 2018 : Nous avons questionné les candidat.e.s en lice aux élections provinciales dans notre circonscription sur leurs plans pour le développement du logement social ainsi que sur la lutte contre l'insalubrité des logements ;

10 septembre 2018 : Rencontre avec les élu.es de l'arrondissement sur notre demande de constituer une banque de terrains publics dédiés au développement de projets 100% logement social ;

29 octobre 2018 : Rencontre avec les élu.es de l'arrondissement pour un suivi de leurs engagements électoraux ;

14 novembre 2018 : Rencontre avec les services de l'arrondissement Le Sud-Ouest sur la portée du Plan d'intervention spécifique pour le secteur de Pointe-Saint-Charles Nord ;

16 novembre 2018 : Rencontre avec l'élu fédéral de notre circonscription sur la Stratégie national sur le logement et pour explorer la possibilité d'utiliser un terrain fédéral excédentaire dans le quartier pour le développement d'un projet 100% collectif et axé sur les besoins en logement ;

30 janvier 2019 : Intervention lors d'une assemblée de consultation publique pour demander à l'arrondissement Le Sud-Ouest de :

- Saisir la problématique des conversions des logements de façon globale. À l'échelle du quartier et non pas par secteur ou par type d'immeuble ;
- Resserrer la délivrance des permis de conversion en les soumettant à une analyse d'impacts sociaux qui consiste à vérifier le respect du droit de maintien dans les lieux des locataires.

9- Développement du logement social

Habitation Complexe Nord

La Ville a autorisé la réalisation du projet dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal. La construction est en cours. Le projet se fait sous la formule « clé en main » qui consiste à ce que le prometteur livre une construction neuve prête à l'habitation à l'acquéreur en contrepartie d'une transaction financière. La livraison est prévue au cours de l'automne 2019. Le Conseil d'administration de l'OBNL s'est penché cette année sur l'élaboration des règlements généraux et la politique de sélection des locataires de l'OBNL qui prévoit la priorisation de la liste du Projet Saint-Charles. Les premières entrevues de

sélection sont prévues début pour cet été. Les déménagements se feront en octobre 2019. Le projet comporte :

- Les bureaux de 4 organismes du quartier ;
- 64 logements sociaux portés par l'OBNL Habitation Complexe-Nord ;
- 16 logements destinés aux personnes ayant des problèmes de santé mentale portés par l'organisme Projet Suivi Communautaire.

Coopérative Pointe amicale et l'OBNL Héritage de Pointe-Saint-Charles

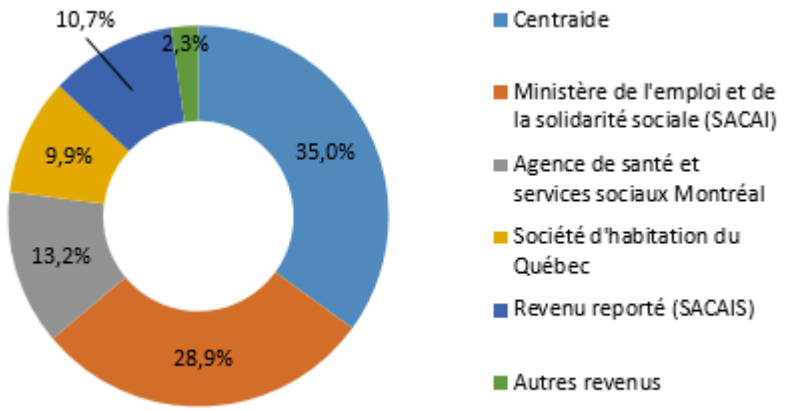
Les deux projets prévoient un total de 215 nouvelles unités de logements sociaux au sud du quartier. Ils étaient négociés dans le cadre du développement des terrains de la compagnie ferroviaire Canadien National (CN). Ils sont ainsi concernés par les mêmes enjeux, surtout au niveau de la contamination du sol et du retard de la signature de l'entente d'infrastructure avec l'arrondissement. Le transfert des compétences d'habitations de Québec à Montréal et la mise en place du programme AccèsLogis-Montréal implique aussi quelques enjeux administratifs.

Les deux projets s'orientent pour attacher leurs unités et négocier ensemble une livraison sous la formule « clé en main » avec le même promoteur.

10- États financiers

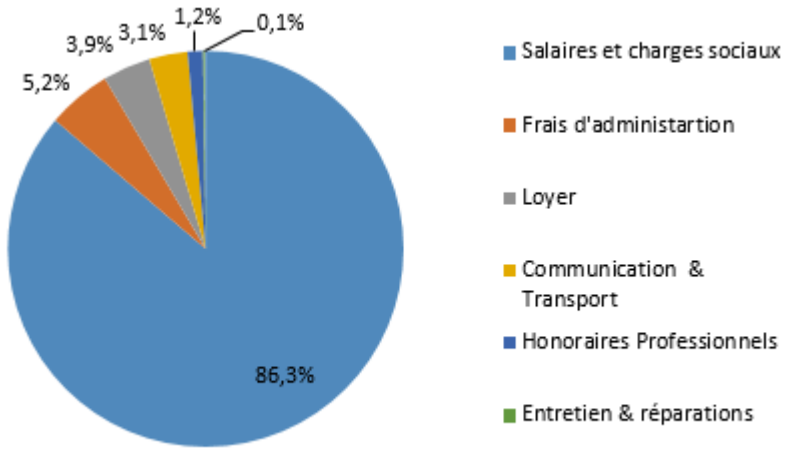
Revenus

Source	Montant	Taux
Centraide	65 300,00	35,0%
Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale (SACAI)	53 868,00	28,9%
Agence de santé et services sociaux Montréal	24 544,00	13,2%
Société d'habitation du Québec	18 502,00	9,9%
Revenu reporté (SACAI)	20 030,00	10,7%
Autres revenus	4 289,00	2,3%
Total	186 533,00	100,0%



Dépenses

Charge	Montant	Taux
Salaires et charges sociaux	158 830,00	86,3%
Frais d'administration	9 637,00	5,2%
Loyer	7 199,00	3,9%
Communication & Transport	5 788,00	3,1%
Honoraires Professionnels	2 264,00	1,2%
Entretien & réparations	268,00	0,1%
Frais de Banque	150,00	0,1%
Total	184 136,00	100,0%



11- Perspectives de travail pour 2019-2020

- Revendiquer la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur le logement pour un développement 100% logement communautaire et infracteurs collectives sur le site appartenant à la Société immobilière de Canada dans le secteur Bridge-Bonaventure ;
- S'assurer que les terrains et bâtiments revendiqués en réserve pour le développement des projets 100% logement communautaire ne servent pas pour le développement des projets privés ;
- La lutte à la gentrification du quartier dans une perspective d'inclusion sociale ;
- La lutte à l'insalubrité des logements du quartier ;
- Développer un nouveau site internet et assurer une meilleure visibilité de l'organisme.

Merci à tous nos partenaires

Centraide
du Grand Montréal

Travail, Emploi
et Solidarité sociale
Québec

Société
d'habitation
Québec

Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
du Centre-Sud-
de-l'Île-de-Montréal
Québec